



**PRÉFET  
DE TARN-ET-GARONNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction de la coordination interministérielle  
et de l'appui territorial  
Mission des politiques environnementales

AP n° 82-2025 - 12-08-0000-1

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DE MISE EN DEMEURE**

SARL PPMPP  
7 rue de l'Amiral d'Estaing - 75016 PARIS  
exploitation d'une plateforme logistique  
route de Canals – ZAC de Saint-Jean - 82170 GRISOLLES  
article L.171-8 du Code de l'environnement

***Installations classées pour la protection de l'environnement***

***Le préfet de Tarn-et-Garonne,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,***

**VU** le Code de l'environnement et notamment ses articles L.171-6, L.171-8, L.511-1 ;

**VU** la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) ;

**VU** l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du Code de l'environnement et notamment son chapitre II (dispositions communes) et son annexe I ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 09 mai 2014 modifié autorisant la société ND LOGISTICS à exploiter une installation de stockage de produits phytosanitaires ;

**VU** le récépissé de changement d'exploitant délivré le 20 avril 2017 transférant l'autorisation au bénéfice de la SARL PPMPP ;

**VU** le rapport de l'inspection des installations classées du 18 août 2025, transmis à l'exploitant par lettre recommandée avec accusé de réception conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement ;

**VU** le courriel de l'exploitant en date du 5 septembre 2025, demandant la possibilité de mettre en place un poste de commandement mobile pour pallier au constat numéro 10 – conduite sur site - à savoir l'implantation d'un poste de commandement en dehors du périmètre des zones d'effets toxiques en cas d'incendie (100 mètres autour du site).

**CONSIDÉRANT** qu'il a été constaté lors de la visite du 05 août 2025, réalisée par l'inspection des installations classées, notamment :

- l'absence de dispositions permettant de mener des premiers prélèvements environnementaux dans le plan d'opération interne (POI) du site ;
- que l'exercice inopiné de mise en œuvre du POI a montré que le personnel présent sur le site, y compris le locataire, était insuffisamment formé et ne maîtrisait pas les procédures d'urgence définies dans le POI du site ;
- que le dispositif de barrage du bassin de confinement ne fonctionne pas, et que par ailleurs, il est en position « levée » et ne peut donc pas confiner les eaux susceptibles d'être polluées en cas d'incendie ;

**CONSIDÉRANT** que l'article 5 de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 modifié, chapitre II prévoit que les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent.

Le plan d'opération interne précise :

- « les substances toxiques;
- les types de produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie important incluant le cas échéant les contributions imputables aux conditions et aux lieux de stockage (contenants, bâtiments, etc.) ;
- les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ;
- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser ».

**CONSIDÉRANT** que cette disposition est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieures au 1er janvier 2023 ;

**CONSIDÉRANT** que le POI du site a été mis à jour le 27 septembre 2023 ;

**CONSIDÉRANT** que l'article 5 de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 modifié, chapitre II prévoit que « Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours » ;

**CONSIDÉRANT** que le point 5 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 modifié prévoit qu'« en cohérence avec les procédures du point 2 (Identification et évaluation des risques d'accidents majeurs) et du point 3 (Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation), des procédures sont mises en œuvre pour la gestion des situations d'urgence. Leur articulation avec les plans d'opération interne prévus à l'article L. 515-41 du Code de l'environnement est assurée. Ces procédures font l'objet d'une formation spécifique dispensée à l'ensemble du personnel concerné travaillant dans l'établissement, y compris le personnel d'entreprises extérieures appelé à intervenir momentanément dans l'établissement » ;

**CONSIDÉRANT** que l'article 6.6.7 de l'arrêté préfectoral du 9 mai 2014 prévoit : « L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction doivent recueillies dans un bassin de confinement ou tout autre dispositif équivalent... » ;

**CONSIDÉRANT** que ces manquements constituent une atteinte potentielle aux intérêts protégés par l'article L.511-1 du Code de l'environnement, notamment en termes de sécurité vis-à-vis de la prévention des risques des accidents majeurs applicables aux établissements seuil haut, en particulier des risques incendie et de pollution par les eaux d'extinction ;

**CONSIDÉRANT** que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure l'exploitant de respecter les dispositions de l'article 25-II de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 et de l'article 6.3.1b de l'arrêté préfectoral du 9 mai 2014 afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;

**SUR** proposition de la secrétaire générale de la préfecture de Tarn-et-Garonne ;

## **ARRÊTE**

### **ARTICLE 1<sup>er</sup> : Mise en demeure – premiers prélèvement environnementaux**

La SARL PPMPP dont le siège social est situé 7 rue de l'Amiral d'Estaing – 75016 PARIS et qui exploite une plateforme logistique route de Canals – ZAC Saint-Jean – 82170 GRISOLLES **est mise en demeure** de respecter les dispositions relatives aux premiers prélèvements de l'article 5 de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 modifié, chapitre II, **sous trois mois**, en transmettant le plan d'opération interne (POI) du site à jour.

### **ARTICLE 2 : Mise en demeure – Formation du personnel et Mise en œuvre des procédures pour la gestion d'urgence**

L'exploitant **est mis en demeure de** respecter les dispositions relatives à la formation du personnel de l'article 5 de l'arrêté ministériel 26 mai 2014 modifié et celles sur la mise en œuvre des procédures d'urgence du point 5 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 modifié, **sous quatre mois**, en s'assurant que le personnel sur site en heures ouvrées soit suffisamment formé pour mettre en œuvre les procédures d'urgence. L'exploitant transmet les justificatifs correspondants et notamment le POI du site mis à jour.

### **ARTICLE 3 : Mise en demeure – gestion des eaux susceptible d'être polluées-vanne de barrage**

L'exploitant **est mis en demeure de** respecter l'article 6.6.7 de l'arrêté préfectoral du 9 mai 2014, **sous trois mois**, en justifiant de la réalisation des travaux.

### **ARTICLE 4 : Délais**

Les délais courent à compter de la date de notification du présent arrêté.

### **ARTICLE 5 : Sanctions**

Dans le cas où l'une des obligations prévues dans le présent arrêté ne serait pas satisfaite dans le délai prévu, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8 du Code de l'environnement.

### **ARTICLE 6 : Information des tiers**

Conformément à l'article R. 171-1 du Code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département de Tarn-et-Garonne pendant une durée minimale de deux mois.

## **ARTICLE 7 : Exécution**

La secrétaire générale de la préfecture de Tarn-et-Garonne et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) d'Occitanie, chargé de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté qui sera publié au registre des actes administratifs de la préfecture de Tarn-et-Garonne et dont une copie sera transmise au maire de Grisolles et notifiée au président de la SARL PPMPP.

Fait à Montauban, le **08 DEC. 2025**

Pour le Préfet et par délégation  
la Secrétaire Générale  
  
**Edwige DARRACQ**

### **Délais et voies de recours**

En application des dispositions inscrites au Code de l'environnement et notamment son article L.171-11, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Conformément au Code de justice administrative, il peut être déféré au tribunal administratif de Toulouse (68 rue Raymond IV – 31000 TOULOUSE – Tél : 05.62.73.57.57), par la personne qui en fait l'objet, par voie de recours formée contre une décision, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique « Télé-recours citoyens » accessible par le site internet « [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) ».

Le présent arrêté peut aussi faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois :

- soit d'un recours gracieux auprès du préfet de Tarn-et-Garonne – 2 Allée de l'Empereur – 82000 MONTAUBAN. Le recours doit être écrit et exposer les arguments et faits nouveaux. Une copie de la décision contestée doit être jointe à votre recours ;
- soit d'un recours hiérarchique auprès du ministre de la transition écologique de la biodiversité, de la forêt, de la mer et de la pêche – Grande Arche de la Défense – Paroi sud / Tour Séquoia – 92055 LA DÉFENSE. Le recours doit être écrit et exposer les arguments et faits nouveaux. Une copie de la décision contestée doit être jointe à votre recours.

Ce recours administratif prolonge de deux mois le délai sus-mentionné.